

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 17/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



Carrières de France

lieu-dit Les Carrières
23250 Soubrebost

Références : UD34/2023/H3/MJ/062
Code AIOT : 0006601045

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement Carrières de France implanté lieu-dit Le Causse 34480 Laurens. L'inspection a été annoncée le 15/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières de France
- lieu-dit Le Causse 34480 Laurens
- Code AIOT : 0006601045
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de LAURENS est une carrière de marbre avec une production annuelle limitée à 2300 tonnes.

Les blocs extraits sur la carrière sont acheminés vers les usines de la société Carrières de France pour transformation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de gestion des déchets
- Action régionale "aire de ravitaillement"

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- avec suites administratives :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
 - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- sans suite administrative.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 16/04/2004, article 8.4.3	Lettre de suite préfectorale	30 jours
3	Registres et plans de carrière à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Lettre de suite préfectorale	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 16/04/2004, article 3.7	Lettre de suite préfectorale	30 jours
5	Entretien des véhicules et engins	Arrêté Préfectoral du 16/04/2004, article 3.6	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de non-conformités n'ont pas de caractère de gravité élevée. Pour un de ces constats, l'exploitant va demander à modifier la prescription qui lui semble inadaptée à l'activité réglementée : analyse bactériologique de type B3 pour le suivi des eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 16. bis :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre

<p>pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> <p>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</p> <p>Constats : Le dernier Plan de Gestion des Déchets établi pour cette carrière date d'août 2018. L'exploitant n'a pu présenter ce plan à l'occasion de l'inspection. Il est rappelé que ce plan doit être réactualisé tous les 5 ans et transmis au préfet.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Entretien des moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2004, article 8.4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.4.7 - Entretien des moyens de secours</p> <p>Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser 1 an ainsi qu'après chaque utilisation.</p> <p>L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Constats : La dernière vérification générale périodique des extincteurs vus par l'inspecteur de l'environnement (extincteurs dans l'algéco sur la carrière, dans les engins et dans les bureaux) date de mars 2021. Aucune vérification n'a été réalisée pour l'année 2022. L'exploitant devra faire réaliser ces vérifications périodiques.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> <p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 3 : Registres et plans de carrière à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Autre, Plans de carrières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 15 : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - la position des ouvrages visés à l'article 14.1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspecteur de l'environnement un plan de la carrière. Ce plan ne fait pas apparaître les abords de la carrière dans un rayon de 50 mètres. L'exploitant devra mettre à jour son plan.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2004, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.7 : Un suivi annuel de la qualité des eaux souterraines sera réalisé. L'analyse comprendra une recherche bactériologique de type B3 et une recherche d'hydrocarbures. Les résultats de ces analyses seront communiqués à l'inspecteur des installations classées. Des mesures et des contrôles pourront à tout moment être prescrits ou réalisés par l'inspecteur des installations classées, tant sur les rejets que dans l'environnement de la carrière. Les frais qui en résulteront sont à la charge de l'exploitant.
Constats : L'exploitant n'a pu présenter à l'inspecteur de l'environnement aucun résultat d'analyse portant sur la qualité des eaux souterraines. Il indique qu'il pourrait demander la modification de la prescription, dans la mesure où l'analyse bactériologique de type B3 ne semble pas adaptée au suivi de l'impact potentiel de l'activité sur les eaux souterraines. L'analyse devra être réalisée et transmise ou cette demande de modification devra être transmise à Monsieur le préfet de l'Hérault afin de permettre à l'inspection des installations classées de l'instruire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Entretien des véhicules et engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2004, article 3.6	
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et ravitaillement des engins	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée :	
Article	3.6 :
<p>L'alimentation en carburant des véhicules et autres engins mobiles s'effectuent exclusivement sur une aire étanche spécialement aménagée à cet effet équipée d'un séparateur d'hydrocarbures dimensionné pour une pluie de fréquence au moins décennale et permettant de respecter les normes de rejet fixées à l'article 3.2. Hors les opérations d'alimentation, l'aire est bâchée. Les eaux pluviales tombant hors de l'emprise de l'aire sont collectées, détournées de cette emprise et rejetées dans le milieu naturel. L'entretien de ces engins est réalisée dans les ateliers de l'exploitant hors carrière.</p>	
<p>Constats : Une cuve de GNR est présente sur la zone d'extraction et alimente le groupe électrogène nécessaire au fonctionnement des équipements de la carrière (haveuse, découpe au fil diamanté etc...). Cette cuve est équipée d'une cuve de rétention. Elle sert également au ravitaillement des engins mobiles présents sur la carrière. L'exploitant va étudier la possibilité de procéder au remplissage de cette cuve sur une aire étanche bétonnée présente à coté des locaux. Il lui est également demandé d'étudier l'adaptation de la manœuvre des opérations de ravitaillement réalisées sur la carrière afin de limiter les risques d'écoulement accidentel d'hydrocarbures.</p>	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale	
Proposition de délais : 30 jours	